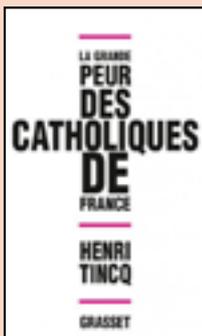


La grande peur des catholiques de France

C'est un livre¹ qui tombe à point nommé. Un livre qui décrit bien le catholicisme actuel en France, qui cherche à comprendre comment on en est arrivés là. Et ce qu'écrit Henri Tincq, ancien vaticaniste aux quotidiens *La Croix* et *Le Monde*, la rédaction de *Golias* aurait pu le signer des deux mains. D'hebdomadaires en revues, depuis plus de trente ans, nous ne cessons d'avertir sur une certaine dérive de l'Eglise en France. Comme Henri Tincq, nous disons depuis longtemps : « *Je ne reconnais plus mon Eglise !* », nous entendons de la part de prêtres et de laïcs ce même constat, mâtiné de désespoir et de chagrin souvent. Peu ou prou, *La Grande Peur des catholiques de France* valide nos propres constatations ; nous le notons d'autant plus volontiers que l'auteur de cet ouvrage n'a jamais été et n'est pas proche de la rédaction, loin de là.

Henri Tincq a grandi dans l'Eglise préconciliaire, a vécu le souffle de Vatican II, a observé et commenté la vie du catholicisme romain et français. Il tire aujourd'hui une sonnette d'alarme en distinguant le repli identitaire des catholiques français, comme révélé à la face du pays par les scores de François Fillon et de Marine Le Pen aux dernières élections présidentielles et l'extrême diminution des « cathos de gauche », lesquels colorèrent longtemps la vie politique de la France, « *four où se cu[sait] le pain intellectuel de la chrétienté tout entière* »², dicit Paul VI en mai 1964. De l'enfouissement qui consistait à être « *ferment* » (Mt 13, 33/Lc 13, 20-21), nous voilà passés aux « *tradismatiques* », mot-valise forgé par le chercheur à l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, Gaël Brustier, que l'auteur reprend à son compte et qu'il complète en évoquant un « *néo-intransigeantisme* ». L'Eglise en France en



2018 est prisonnière des mêmes fondamentalistes qui œuvraient déjà au XIX^e siècle et dans l'entre-deux-guerres, des gens qui ont peur – et qui la communiquent – de leur époque.

L'islam cristallise un certain nombre d'inquiétudes : la pensée réactionnaire – que l'on retrouve dans l'épiscopat français – subvertit chaque jour davantage les différentes structures de l'Eglise en France pour qui le dialogue interreligieux – malgré les événements et un bon responsable national, le P. Feroldi – ne semble plus la priorité ; nous le mentionnions déjà il y a quelques semaines, il est à présent question non de discuter mais de « *convertir les musulmans* » (cf. *Golias Hebdo* n° 519). De même s'agissant des questions morales : les ultra-catholiques font beaucoup de bruit et influencent l'Eglise en France, « *tétanisée* », selon Henri Tincq, d'où cette pusillanimité, voire cette couardise, que d'aucuns relèvent s'agissant des évêques français. Catholique, aujourd'hui, a pour synonymes « *anti-choix* », « *anti-mariage pour tous* », « *anti-euthanasie* »... On ne discute plus, on assène des vérités ; on ne cherche pas à comprendre, on veut imposer. Ce qui fait l'essence du catholicisme de gauche – l'aspect social et humanitaire, l'économie au service de l'Homme, une planète plus respectée – est dénigré par ces tenants d'un absolutisme chrétien qui considèrent le pape argentin comme un marxiste populiste dangereux. Parallèlement, la laïcité a elle aussi muté : les attentats liés aux fondamentalistes de l'islam, mais aussi à l'aspiration des catholiques réactionnaires à vouloir imposer leurs points de vue à tous, ont rendu moins ouverts, plus revendicatifs, ceux qui croient que le fait de croire relève de la sphère privée. Henri Tincq développe les grandes idées de son ouvrage dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder et pour lequel nous le remercions chaleureusement. C'est un chrétien aussi inquiet que nous qui s'exprime aujourd'hui. Puisse-t-il être entendu par les évêques : l'avenir de l'Eglise en France passe par le dialogue et la main tendue. □ **Golias** (Illustration de la Une : © Cris/Créa) - 1. Henri Tincq, *La Grande Peur des catholiques de France*, Paris, Grasset, 2018. 2. L'auteur en fait un intertitre dans le chapitre 7.

ÉDITORIAL

« On ne peut avoir une attitude critique permanente de la modernité »

Propos recueillis par Gino Hoel

Henri Tincq fut journaliste aux quotidiens «*La Croix*» et «*Le Monde*» où il suivit les dossiers religieux avant de chroniquer aujourd'hui sur le média en ligne Slate. Observateur attentif de l'Eglise en France, il revient pour nous sur ce qui a motivé l'écriture de ce livre et pose un regard lucide sur les actuelles structures du catholicisme hexagonal.

Golias-Hebdo : Henri Tincq, votre ouvrage s'intitule *La Grande Peur des catholiques de France* et fait écho à ce que vous écrivez à la page 195, en citant le cardinal-archevêque de Milan (1979-2002), Mgr Martini : « *Nous avons peur, nous les catholiques. Peur au lieu de courage. Notre foi, c'est la confiance et le courage.* » D'où vient ce désespoir et comment analyser?

Henri Tincq : La notion de désespoir, dont parle le cardinal Martini, c'est peut-être autre chose. La notion de peur

implique d'une certaine manière la notion de désespoir mais je m'arrêterai sur la peur. La peur, pour moi, est liée à plusieurs facteurs concomitants ; il y a une convergence des peurs aujourd'hui dans le catholicisme. C'est la peur devant la fragilité de l'institution catholique : il est évident que le nombre de pratiquants ne cesse de diminuer, le nombre de clercs, de séminaristes, de la pratique sacramentelle..., presque tous les chiffres sont à la baisse. Donc il y a un sentiment de fragilité de l'institution catholique. Et cela arrive au même moment – elle est là, la convergence

- où, dans notre époque, il y a le sentiment qu'une nouvelle religion s'installe sur le sol de France. Et les catholiques qui étaient à l'avant-garde des luttes pour l'intégration des immigrés, des sans-papiers dans les années 1970, aujourd'hui, n'ont pas d'autre sentiment que ceux de la majorité des Français par rapport à l'islam, c'est-à-dire une profonde méfiance, une peur et, d'une certaine manière - même si l'on ne le dit pas -, un amalgame entre les communautés musulmanes qui se trouvent sur le sol de France et les manifestations extrémistes de l'islamisme. Malheureusement, il y a un amalgame qui se fait aussi, si je puis dire, dans le monde catholique aujourd'hui. C'est une deuxième peur.

La troisième peur, c'est le sentiment que, depuis les attentats surtout, une certaine laïcité devient aujourd'hui plus militante. On est pour la laïcité quand elle est conçue comme respectueuse de l'expression des religions, mais face à un islam qui est en train d'évoluer, le devoir de neutralité religieuse absolue qui est rappelé aux musulmans s'applique aussi, de plus en plus, aux catholiques. D'où les batailles autour de la croix de Ploërmel, pour les crèches dans les lieux publics, pour les symboles religieux, pour le drapeau européen : souvenez-vous quand M. Mélenchon [candidat La France Insoumise en 2017, élu député des Bouches-du-Rhône, NDLR] voulait interdire le drapeau européen parce que, pour lui, c'était un symbole de la Vierge Marie. Autant d'affaires comme celles-ci ont éclaté, d'où le sentiment que la laïcité, depuis les attentats et pour des raisons qu'on peut comprendre, a tendance à se durcir. Les catholiques, d'une certaine manière, souffrent aussi de cela.

Il y a une quatrième peur née du sentiment que toutes les batailles d'ordre culturel et moral sont perdues par la droite catholique. Le dernier exemple, c'est le mariage pour les personnes de même sexe, le mariage pour tous. Il y a eu évidemment des manifestations très importantes, on est passé d'objections d'ordre philosophique ou anthropologique sur le mariage homosexuel, sur la nature du mariage, à une exploitation politique de droite et d'extrême droite un petit peu grossière. De mon point de vue, il y a là un certain nombre de catholiques qui se sont fourvoyés. Les manifestations contre le mariage pour tous qui aujourd'hui évoluent vers les manifestations contre l'extension de la PMA [Procréation médicalement



assistée, NDLR] et contre la GPA [Gestation pour autrui, NDLR], sont le symptôme d'un malaise profond qui règne dans le monde catholique depuis Mai-68, par exemple à partir de 1978, le sentiment que toutes les évolutions morales de la société que ce soit sur l'avortement, l'homosexualité, sur la fin de vie avec l'euthanasie. Sur tous ces sujets, l'Eglise catholique perd un peu toutes les batailles.

L'hégémonie culturelle et morale d'une certaine gauche libérale-libertaire est en train de l'emporter et cela contribue à la peur d'ensemble

G.H. : Vous évoquez la laïcité devenue, avec le temps, plus crispée. La faute n'en vient-elle pas aux religions - dont le catholicisme - plus souvent dans la condamnation que le dialogue ? Ainsi du Pacte civil de solidarité (Pacs), puis du mariage pour tous. L'Eglise n'a-t-elle pas manqué le coche ? Surtout que le pape François semble plutôt favorable aux unions civiles pour les personnes homosexuelles...

H.T. : Je suis d'accord avec vous. L'une des raisons de ce durcissement de la réalité, ce n'est pas seulement à cause de religions qui ont des manifestations extrémistes, voire intégristes - je pense surtout à l'islam et au monde évangélique -, c'est aussi parce que les religions se sont montrées extrêmement

critiques et sans vouloir toujours dialoguer avec les évolutions de la société. A propos du mariage pour tous, je suis mille fois d'accord avec un certain nombre de responsables catholiques, y compris des évêques comme Mgr Hippolyte Simon, l'ancien archevêque de Clermont (1996-2016), qui disait avec d'autres que si l'Eglise catholique avait accepté au minimum le Pacs, l'union civile, elle n'aurait été en difficulté par rapport à la proposition ultérieure de mariage homosexuel.

On voit venir de Rome des appels à une plus grande tolérance face aux évolutions de la société, par rapport à l'homosexualité. Le pape François n'est évidemment pas d'accord avec l'homosexualité mais il a une espèce de compréhension et de miséricorde pour les personnes homosexuelles. Souvenez-vous de sa formule : « *Si une personne est gay et cherche le Seigneur, fait preuve de bonne volonté, qui suis-je pour la juger ?* »² De même que le pape François demande une certaine tolérance pour les femmes qui avortent. Il a aussi une tolérance pour les divorcés remariés qui sont depuis toujours bannis du sacrement et qui ont souvent du mal à trouver leur place dans l'Eglise : le pape François leur tend la main.

Malheureusement, il y a certains milieux de droite très puissants, des milieux conservateurs, que ce soit au Vatican³ ou en France (encore que je ne pense pas qu'ils soient majoritaires en France mais, en tout cas, ce sont les plus bruyants) qui disent que ce pape François est en train de brader la doctrine catholique. Or, je m'inscris en faux contre cette interprétation : le pape François ne brade pas la doctrine catholique sur l'homosexualité, sur le mariage et le divorce, sur l'avortement. Il ne fait rien qui puisse remettre en cause la doctrine chrétienne catholique fondamentale : il prône simplement une plus grande attitude de compréhension, de pardon, de tolérance pour les homosexuels, pour les divorcés remariés et pour les femmes qui avortent. Mais actuellement et de plus en plus, des courants de droite se font entendre dans l'Eglise qui disent et crient que le pape François brade la doctrine catholique.

G.H. : C'est un manque de créativité intellectuelle, non ?

H.T. : C'est le moins qu'on puisse dire. Manifestement, on ne cherche pas à

comprendre ce que veut ce pape. Il prône un changement de comportement, un comportement plus pastoral, plus à l'écoute du monde d'aujourd'hui, plus à l'écoute des évolutions de la société. Mieux vaut ce discours-là, être plus à l'écoute, qu'un discours de condamnation ou qu'un discours dogmatique ! De mon point de vue, le pape François est beaucoup plus dans la ligne du Concile Vatican II que tous ces courants de droite réunis. Souvenez-vous qu'au début des années 60, le Concile Vatican II, à la différence de tous les conciles antérieurs de l'histoire de l'Eglise catholique, n'avait prononcé aucune condamnation. Or, aujourd'hui, il y a des gens qui réclament des condamnations. Mais non ! C'est une question d'attitude par rapport au monde, à la société ; on ne peut avoir une attitude critique permanente de la modernité, on n'est plus au XIX^e siècle, on est au XXI^e siècle ! C'est en étant conscient des évolutions de la société, en étant proche des périphéries et en étant proche des gens qui sont dans des situations concrètes difficiles (des gens qui divorcent, des femmes qui doivent avorter...), c'est en étant proche de ces gens-là que l'on manifeste, à mon sens, le mieux l'esprit évangélique. C'est au cœur de notre foi catholique.

G.H. : Vous analysez précisément la séquence présidentielle qui a vu une adhésion forte des catholiques au

programme de François Fillon puis un report important de voix catholiques vers Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Vous décrivez également le changement de ligne épiscopale ; comme observateur, cela vous a-t-il vraiment étonné ?

H.T. : Ah oui ! C'est d'ailleurs l'origine de mon livre. Lorsqu'entre les deux tours de l'élection présidentielle, j'ai lu le communiqué de l'épiscopat dans lequel les évêques n'appelaient pas ouvertement les catholiques de France à faire barrage à la candidature du Front national représenté par Mme Marine Le Pen, j'ai eu un choc. Qui a redoublé quelques jours après quand la Conférence des évêques de France (CEF) a refusé de publier avec les autres représentants des grandes religions de France (protestantes, orthodoxes, juive...) un appel à faire barrage à Mme Le Pen et à voter pour M. Emmanuel Macron. C'est devant ces deux refus de la CEF que j'ai pris ma plume et que dans le site [Slate, NDLR] où je tiens une chronique religieuse j'ai écrit : « *J'ai honte d'être catholique.* »⁴ C'est à cause de cet article et de cette phrase qui exprimaient ma colère qu'un éditeur – Grasset – s'est retourné vers moi et a dit : « *Mais qu'est-ce qui se passe dans votre Eglise pour qu'on en vienne là ? Pourquoi tant de timidité par rapport à Mme Le Pen ?* » Dans le contexte de la France de l'époque – avec la question des réfugiés, des immigrés, la question de l'islam avec les attentats : sept millions de personnes au 1^{er} tour s'étaient prononcées en faveur de Mme Le Pen, dix millions au 2nd tour –, face à ce danger, la Conférence des évêques de France ne s'est pas prononcée, mobilisée fortement pour dire aux électeurs catholiques : « *Attention, regardez où l'on va.* »

Je trouve que c'est une faute morale et politique, bien sûr, très grave de la part de la CEF pour laquelle j'ai de l'estime. Je ne méconnaissais pas les graves problèmes auxquels sont affrontés aujourd'hui les évêques de France mais dans un contexte comme celui-là, j'étais très remonté, si je peux me permettre, j'étais très en colère. Je la ressentais d'autant plus fortement que, comme ancien journaliste, j'ai connu les grands cardinaux qu'étaient Albert Decourtray, archevêque de Lyon (1981-1994), et Jean-Marie Lustiger, juif converti devenu archevêque de Paris (1981-2005), et des évêques plutôt progressistes avec eux, qui n'hésitaient jamais à monter au créneau et se faisant entendre dans les

médias pour dire : « *Les thèses du Front national, les thèses de M. Jean-Marie Le Pen et de Marine Le Pen plus tard, malgré la prétendue dédiablement, ne sont pas conformes à l'Evangile ! Ce sont des thèses anti-évangéliques, anti-chrétiennes.* » C'est le point de départ de mon livre : cette peur. J'emploie même le mot de lâcheté, une sorte de lâcheté épiscopale que je peux comprendre par rapport à une Eglise catholique en France très divisée entre ces courants de droite et ce qui reste un petit peu de ces courants centristes et de gauche, par rapport à un peuple catholique aujourd'hui très divisé et très rétréci ; dans ce contexte de dépression numérique et d'incertitude politique (avec les manifestations contre le mariage pour tous qui ne faisaient pas l'unanimité dans le monde catholique), devant toutes ces divisions, on a affaire à un épiscopat dont j'estime qu'il est complètement tétanisé. Voilà l'origine de mon cri et de mon livre.

G.H. : Vous évoquez les années postconciliaires et notamment la pastorale d'enfouissement aujourd'hui décriée. Pourtant, ce ferment est au cœur du Concile : au n° 31 de la constitution dogmatique *Lumen Gentium*, le terme de « ferment » est repris et associé à celui de « sel de la terre ». Ce que nous vivons et que vous écrivez aujourd'hui n'est-il pas le signe que l'on n'a pas assez travaillé ce concept ? N'a-t-on pas trop attendu du Concile qu'il permette le retour du grand nombre dans les églises ?

H.T. : Bien sûr qu'on n'a pas assez travaillé les enseignements du Concile et plus exactement il y a eu des forces réactionnaires contre les innovations du Concile qui ont sapé, d'une certaine manière, l'œuvre conciliaire dans les actes et les esprits. Il est évident qu'il y a eu un certain nombre de dérives progressistes un peu folles après Vatican II notamment sur la question de la liturgie – il y a eu des critiques faites à une sorte de désacralisation de la liturgie qui pouvaient avoir leurs fondements –, il est sûr que l'on a fait du Concile un acte réformateur où il fallait tout changer dans l'Eglise catholique. Il y a donc eu des forces de réaction, des freins qui ont été donnés manifestement par le pape Jean Paul II (1978-2005) et plus encore par le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi (1981-2005) devenu pape Benoît XVI (2005-2013)...



G.H. : Un petit peu aussi par le cardinal Lustiger en France, non ?

H.T. : Aussi le cardinal Lustiger, oui. Ils n'ont pas remis en cause le Concile, ils ont demandé à ne pas faire dire au Concile ce qu'il n'avait pas dit. Leur thèse était : le Concile, tout le Concile mais rien que le Concile, et ne pas aller plus loin, ne pas remettre en cause l'édifice de l'Eglise, sa tradition (liturgique, intellectuelle). Il y a eu des coups de freins qui ont été donnés sur le thème : n'allons pas trop loin sinon on ne va pas être conformes à l'œuvre du Concile, ce qu'il a été réellement ; mais à force de donner des coups de freins, il faut reconnaître qu'aujourd'hui, me semble-t-il, on a perdu un certain souffle missionnaire, un certain souffle œcuménique, un certain souffle interreligieux, une certaine manière d'être dans la société, une certaine forme d'engagement qui font que ce souffle de Vatican II est aujourd'hui retombé, cela ne fait pas de doute.

G.H. : Mais cette attitude de papes et de cardinaux a un peu préparé, voire permis, ce que l'on voit aujourd'hui, et cette peur que vous décrivez avec des répercussions qui ne sont pas mineures...

H.T. : Il y a d'autres raisons quand même, qui tiennent à l'évolution de la société depuis Mai-68 comme je le disais, qui tiennent aussi aux déceptions enregistrées vis-à-vis de la gauche dans certains rangs catholiques minoritaires que l'on appelait les « cathos de gauche », la « deuxième gauche » où les catholiques étaient assez présents : 30 % de catholiques pratiquants ont voté pour François Mitterrand en 1981. Beaucoup de catholiques avaient rejoint le Parti socialiste (PS), le Parti socialiste unifié (PSU) de Michel Rocard ; beaucoup étaient rocardiens, certains avaient été mendésistes. Tous ceux-là aujourd'hui ont disparu : on est passé de 30 % de catholiques ayant voté Mitterrand en 1981 à 14 % à peine qui ont voté aux dernières élections pour les candidats de gauche, c'est-à-dire pour Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Donc ce peuple de catholiques de gauche, si l'on veut tomber dans les étiquettes, est en voie de diminution très réelle. C'est lié à une double désillusion : désillusion venant de l'Eglise, ce que nous disions tout à l'heure, à savoir ce frein qui a été mis à l'application du Concile Vatican II qui a engendré une certaine déception chez ces militants qui étaient vraiment engagés dans le Concile

(souvenez-vous des déceptions provoquées par la condamnation de la théologie de la libération en Amérique latine) ; désillusion venant des échecs de la gauche en France pour des militants qui découvraient les partis de gauche. L'échec de la gauche dû à la crise économique et sociale, dû au grand nombre des affaires qui ont mis en cause le PS. La gauche de François Mitterrand, celle de François Hollande, ont été des déceptions pour les militants catholiques de gauche. Je ne dis pas qu'ils ont complètement disparu mais ils n'agissent plus au nom d'une appartenance politique précise. Ne désespérons pas : on les retrouve dans toutes les actions concrètes menées par les associations de soutien aux chômeurs et aux mal-logés, contre les précarités, par ce qui reste de mouvements d'Action catholique – le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) qui a gardé une certaine vie mais qui n'a plus la vitalité et le nombre d'autrefois. Ces catholiques sont présents dans les petites structures qui se mettent en place ici et là pour accueillir des réfugiés, dans les combats écologiques. Ils sont encore là mais ne sont plus étiquetés comme cathos de gauche, ils ont gardé une certaine sensibilité de progrès, un attachement à une Eglise sociale, humaniste, missionnaire, progressiste qui, Dieu merci, demeure quand même d'une certaine manière.

G.H. : Et ils ont un pape aujourd'hui...

H.T. : Ils ont un pape avec eux, mais ma crainte tient aux oppositions à ce pape social, libéral, progressiste quelque part, à la manière latino-américaine, qu'on voit se manifester à Rome, qu'on voit se manifester dans certains cercles de droite français qui pointent sa politique d'accueil des réfugiés, sa politique de dialogue avec l'islam qu'ils considèrent trop angéliques ou naïves, qui estiment que le pape François serait en train de trahir l'identité chrétienne de l'Europe à force de vouloir accueillir des réfugiés, des étrangers, des immigrés... Eh bien, je le répète, je crains que toutes ces oppositions se renforcent, se durcissent et que, hélas, son pontificat ne reste qu'une sorte de parenthèse.

Un certain nombre de responsables à Rome comme dans certains cercles de l'Eglise de France attendent la fermeture de cette parenthèse et que l'on revienne à une Eglise et un pape plus traditionnels, un pontificat qui réinvestisse les palais pontificaux et qui ne prête plus le flanc à la critique de

brader la doctrine catholique ni aux appels réguliers en faveur de l'accueil des réfugiés, des musulmans, des étrangers pour ne pas mettre en péril l'identité chrétienne de l'Europe. Je voudrais me tromper mais je crains fort que ce pontificat ne soit qu'un feu de paille dans l'histoire de l'Eglise moderne.

G.H. : Cela paraît difficile, après ce pape-là, de revenir en arrière tant il a changé la façon de faire le pape. Les gens ne comprendraient plus...

H.T. : On ne peut pas l'exclure même si ce sera difficile de revenir en arrière, c'est vrai. Les réformes de gouvernement ont commencé, mais elles n'ont pas encore été très loin et le cours ancien peut revenir assez vite.

G.H. : On évoquait l'islam tout à l'heure mais ce n'est pas la religion la plus conquérante dans le monde, ce sont les évangéliques et les pentecôtistes qui taillent des croupières à l'Eglise catholique. N'y a-t-il pas une méconnaissance des catholiques de ces questions ? Quelle part de responsabilité ont les évêques dans cette ignorance ?

H.T. : Numériquement parlant, ce sont en effet les protestants évangéliques qui deviennent majoritaires dans le monde entier, mais on ne peut pas comparer. L'islam a sa propre dynamique. Ces deux religions présentent à la fois des traits religieux intéressants et importants mais en même temps présentent des facteurs de danger. Pour ce qui est de la méconnaissance des catholiques, c'est en partie dû à notre société en général qui se méfie des religions, qui n'a pas d'éducation religieuse importante, où le fait religieux n'est pas enseigné dans les écoles (ou du moins pas assez). C'est vrai que les évêques ne jouent pas assez leur rôle mais, me semble-t-il, c'est plus généralement de la responsabilité des structures éducatives, des médias, de la société en général. □

1. Henri Tincq, *La Grande Peur des catholiques de France*, Paris, Grasset, 2018.

2. Cf. http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2013/july/documents/papa-francesco_20130728_gmg-conferenza-stampa.html

3. Le cardinal Burke, par exemple, qui accuse dans un blog tradi le 5 avril dernier le pape « François d'accroître la confusion », selon *The Tablet* : <http://www.thetablet.co.uk/news/8867/cardinal-burke-accuses-francis-of-increasing-the-confusion-in-the-church>

4. Cf. chronique du 28 avril 2017 en ligne : <http://www.slate.fr/story/144646/aujourd'hui-j'ai-honte-detre-catholique>